

Dead Calm (Le calme avant la tempête)

Par Marcel Sel

©Marcel Sel et Un Blog de Sel, 2010

<http://blog.marcelcel.com>

Le Ring de Michel Field sur LCI, auquel il a bien voulu me convier en tant qu'auteur de *Walen Buiten* («Valène Bouitant» en France, donc...) a surtout montré à quel point la perception de la Question belge — comme certains appellent déjà notre crise outre Quévrain(1) — change dès qu'on entre en France. Si, en Belgique, le syndrome de Stockholm nous amène à nous demander si, en effet, les Wallons et les Bruxellois ne seraient pas inconsciemment d'horribles impérialistes qui empêchent les pauvres Flamands opprimés de vivre normalement, en France, quand Luc Van Der Kelen (Het Laatste Nieuws) compare «les Francophones», ou même «les Bruxellois» à de (méchants ?) Israéliens qui coloniseraient la (gentille ?) «Flandre-Palestine», il heurte tout le monde, et de front ! Vers la fin du débat, j'ai précisé à sa décharge : «Luc Van Der Kelen est un modéré». Qu'avais-je dit là ! En sortant du studio, quelqu'un m'a glissé : «si c'est ça, un modéré, votre pays est fichu !» C'est probablement vrai. Toujours est-il qu'en Belgique, on m'aurait dit : «mais oué hein, c'est un modéré, ket ! Avec lui, tu sais discuter !» Et comme je suis belge, donc adepte de la Méthode Coué, et que Luc est un monsieur sympathique, je l'ai retrouvé à la Gare du Nord et on a papoté pendant une demi-heure. C'est comme ça que j'ai compris que les carottes sont probablement cuites, mais que personne n'ose se l'avouer...

Thalys, man.

En argumentant avec (ou contre) le vénérable éditorialiste flamand devant le quai Thalys vide pour cause de retard hollandais, j'ai découvert qu'au Nord, comme au Sud, on se berçait en ce mois de juin de la douce illusion que Bart et Elio sont condamnés à réussir, et que partant, ils réussiront ! C'était même le sujet de l'éditorial de Luc Van Der Kelen ce matin-là. Pour lui, BHV est déjà scindé dans l'esprit du PS ; l'on va négocier comme on l'a toujours fait ; les Francophones vont enfin céder sur l'essentiel et le pays sera sauvé (c'est-à-dire qu'il sera confédéral ; or, aucune confédération n'a survécu au poids des années : «sauver la Belgique» dans ces conditions revient à la tuer à petit feu). Je lui ai opposé qu'à supposer que les socialistes fissent cavalier seul sur le sujet, au risque de ne plus trouver de coalition en Francophonie pour les soutenir, tout séparait déjà le parti d'Elio Di Rupo de celui de Bart De Wever — économie, social, immigration, finances, culture démocrate contre nationalisme —, et qu'en sus, la N-VA (De Wever en premier) était à peu près aussi antisocialiste que Mussolini était antibolchévique.

Je lui fis valoir que ces oppositions compromettrait forcément l'aboutissement de tout accord. La réponse de Van Der Kelen, dans son style inimitable, un peu abrupt, fut : « mais s'ils ne réussissent pas, alors, on arrive à la question à un million de dollars ! »

À l'instar des commentateurs francophones, Luc Van Der Kelen se raccroche donc à l'idée que si Bart et Elio, ne se mettent pas d'accord, c'est la fin des haricots. En vieux loup de la politique belge, l'éditorialiste rappelle — et c'est vrai — que le pays en a vu d'autres et qu'on a toujours fini par trouver un compromis. Partant de ce principe, il est persuadé qu'on est sur la voie d'un nouveau compromis (un dernier compromis ?) et que l'absence d'alternative est en définitive la meilleure garantie de réussite. Optimisme contagieux : lisez la presse francophone depuis la visite de Bart au roi. Hormis une sortie d'Armand De Decker sur le FDF et la réponse du berger Maingain, la politique belge ne fait en ce moment pas plus de vagues qu'un éphémère sur un lac écossais. Même De Standaard tue le temps en publiant des chroniques d'inspiration soviétique où l'on découvre que, lors de ses entretiens, le Petit Père du Peuple Flamand, Bart De Wever, n'a fait prévoir que de l'eau et du café pour les gens qu'il convoque. Bravo Bart ! Quelle économe que cet homme-là ! Merci De Standaard de nous informer si bien des faits et gestes du Grand Timonier flamand !

Mad(dens) about Belgium

On peut donc conclure que tout va bien ? Qu'on va le trouver, ce compromis ? Mais oui ! Chacun va mettre de l'eau dans son vin. Je constate toutefois [avec Bart Maddens \(il faut toujours lire ses pires ennemis\)](#), que les indépendantistes flamands n'ont jamais été aussi puissants. Il le démontre dans un article paru le 16 juin dans *De Tijd*. En passant, pour faire sa démonstration, le «politologue» assimile au mouvement flamand le VNV national-socialiste qui percevait des subsides de l'Allemagne hitlérienne avant même l'invasion nazie. On en reparlera. Toujours est-il que Maddens rappelle qu'en 1919, le parti frontiste représentait 5,3 % de l'électorat flamand. En 1939, le VNV n'atteignait pas les 15 %. Aujourd'hui, les «vlaamsgezinden» sont trois fois plus : 47,3 % au sénat ! Du point de vue flamingant, le score du 13 juin est donc une consécration, une énorme victoire qui ne pourra pas ne pas être suivie d'effet. Si l'on ajoute le clan «révolutionnaire copernicien» de Kris Peeters (CD&V) aux 45 % d'indépendantistes (N-VA, LDD, Vlaams Belang), on obtient en fait une grosse majorité confédéraliste-séparatiste dans cette Flandre qui s'est effectivement donné 60 % de sièges autonomistes en ce dimanche de juin. Un dimanche noir. Et jaune.

Cette base nationaliste est néanmoins très discrète pour l'instant. Auraient-ils la victoire modeste ? En tout cas, il serait plus que dangereux de croire que quelques concessions francophones arriveront à bout de leur volonté. Pour rappel, en gros, le Vlaams Belang veut la scission de la Belgique avec Bruxelles en Flandre, la N-VA veut une confédération temporaire avec Bruxelles cogérée par la Flandre, menant à une indépendance flamande avec Bruxelles comme capitale, et le CD&V veut une confédération à deux nations avec Bruxelles cogérée et une citoyenneté ethnique dans la Capitale de l'Europe.

Looking for a main gain.

Pourtant, depuis 2007, les nationalistes flamands auraient dû comprendre : si toutes les négociations ont échoué, ce n'est pas parce qu'il y a une «madame Non» ou un «Maingain» parmi les négociateurs francophones, mais bien parce que les Flamands n'ont rien à offrir en échange de ce qu'ils exigent ! Rien ne peut être négocié sur des bases pareilles. Quelle ville au monde accepterait qu'on utilise ses propres revenus pour la soumettre à un véritable chantage sur ses institutions et pire encore, sur les droits démocratiques de ses citoyens ? Les partis flamands n'ont à aucun moment mesuré que leur menace ultime, celle de l'indépendance, revient en fait à libérer Bruxelles de leur mainmise et que quand un politicien flamand dit : «attention, si vous continuez à dire non, on se sépare», la majorité de Bruxellois murmurent, pleins d'espoir : «Oh oui ! Oh oui !»

L'autonomie de Bruxelles est inscrite dans la Constitution. Son financement est la moindre des choses pour le moteur du pays. La flamandisation des fonctionnaires, que le CD&V et la N-VA veulent renforcer, est déjà la cause du manque invraisemblable de policiers (plus de 600 postes non pourvus, soit un cinquième de l'effectif) et les communes bruxelloises, que les partis flamands veulent éliminer, sont un problème interne qui ne regarde que les Bruxellois, autonomie oblige ! À choisir entre le blocus imposé par la doctrine Maddens et la fin de la Nation, Bruxelles tirera un bénéfice financier et démocrate bien supérieur à être institutionnellement séparée de la Flandre, ne fût-ce qu'en attendant qu'elle redevienne fréquentable. À en croire les programmes du CD&V et de la N-VA, l'alternative pour la Capitale est donc aujourd'hui d'acquiescer son indépendance, ou de se retrouver prisonnière d'une structure qui ne sert qu'à l'exploiter au mieux dans l'intérêt d'un «peuple» flamand autoproclamé, une caste à laquelle seuls les Bruxellois néerlandophones auront jamais accès. Qu'il s'agisse du projet de la N-VA ou de la base de négociation du CD&V (la note Octopus du gouvernement flamand), s'ils étaient introduits tels quel, on aurait l'apartheid

social et fiscal dans Bruxelles, puisque les Francophones ne bénéficieront plus des mêmes retraites (N-VA), des mêmes impôts (N-VA et CD&V), de la même sécurité sociale (N-VA et CD&V) que les Flamands. Et pour chaque recul que la N-VA accepterait sur ce programme ignoble, ils exigent un prix ! Allons-nous, Wallons et Bruxellois, payer quoi que ce soit en échange de nos droits démocratiques élémentaires ? «Non», répondent déjà les deux tiers des Wallons dans un sondage du Figaro paru hier, qui estiment qu'on ne doit plus rien céder à la Flandre. Si le PS se risquait trop loin sur la voie du compromis, il ferait donc le succès des autres partis francophones qui, tous, l'attendent au tournant !

Brown Sugar

Supposons toutefois que le Sud accepte quelques-unes des conditions flamandes, se soumette, plie. Et «en face», que se passera-t-il alors ? Comment Bart De Wever pourra-t-il expliquer à sa base qu'il revient avec «des broutilles», à l'instar de Leterme en 2008, et ne peut obtenir le tsunami institutionnel pour lequel la Flandre l'a hissé au pouvoir ? Rappelons la mission minimale de Bart : scission unilatérale et inconditionnelle de l'arrondissement électoral de BHV, scission du même arrondissement judiciaire et cessation des droits juridiques pour tous les Francophones de Flandre, fin des facilités. Et tout ça, en échange de quoi ? «Een lepeltje suiker» (une cuillerée de sucre) répond Bart De Wever. La question n'est même pas de savoir si ces changements seraient légitimes ou constitutionnels, mais de comprendre que les Bruxellois, les expats et les Francophones de banlieue et du Brabant wallon n'ont qu'une solution viable si la N-VA devait obtenir ne fût-ce qu'un quart de ses exigences : se détacher de la Flandre, à tout prix !

Les politiciens flamands n'ont toujours pas compris que si la Flandre a besoin de Bruxelles, cette dernière peut très bien se passer de la Flandre ! Elle souffrira en effet beaucoup moins d'une séparation nette que la région flamande, qui y perdrait brutalement 11 % de son revenu. Sans Bruxelles, le PIB flamand (122 % de la moyenne de l'Union européenne en 2008) tombe à 108,6 %, ce qui, en tant que «republiek Vlaanderen», la situerait (stats 2006), au 12e rang européen en PIB par habitant, derrière la *présipauté* de Bruxelles, le Luxembourg, l'Irlande, le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche, le Royaume-Uni, la Suède, la Finlande, l'Allemagne et la France, et juste devant l'Espagne et l'Italie. Avec un PIB avoisinant les 180 Mia € (louche grossière pour 2008), elle se trouverait vers le 15e rang européen, dans les parages de la Finlande ou du Portugal (eh oui !), menacée par la République tchèque, la Roumanie et la Hongrie. Vraiment pas de quoi être fière quand on a le second port de mer

européen, un aéroport de la taille de Zaventem, l'accès à la mer, le réseau routier et ferroviaire le plus dense d'Europe et une situation on ne peut plus centrale, toutes choses que la Wallonie n'a pas.

Ring my bell

Ce que les Flamands ne savent pas (encore), parce que leur presse ne le leur a pas dit (ou n'en est même pas consciente), c'est que les Bruxellois et les Wallons — en tout cas ceux que je rencontre — n'ont absolument pas peur, financièrement, d'une séparation ! La population wallonne est bien dans le déni (les deux tiers pensent que la Belgique ne va pas disparaître, ce qui est probablement trop optimiste : elle va à coup sûr subir des transformations radicales), mais pas dans la peur. Les Bruxellois peuvent vivre en toute autonomie et comptent sur le besoin de sécurité des Eurocrates pour obtenir la gestion du périphérique (le «Ring», éponyme de l'émission de Michel Field — serait-ce un signe ?) et un lien géographique fort avec la Wallonie (au moins Rhode-St-Genèse, plus si affinités). Les Wallons peuvent devenir l'hinterland privilégié de Bruxelles (qui a besoin d'un tel hinterland), et/ou renaître grâce à un engagement européen fort (aujourd'hui, la Wallonie ne perçoit que la moitié des fonds structurels européens destinés aux régions pauvres de Belgique, une grosse partie allant à la «très riche» Flandre !), ou encore, au pire (au mieux pour certains), se rattacher à la France.

On lit dans De Standaard que Marianne Thyssen croit encore, avec une condescendance à faire rêver un bwana du Congo de Léopold II, qu'il y a une «angoisse du sevrage» (sic) chez «les Francophones». Une angoisse de sevrage ? Allons ! Je vous jure bien qu'aucun Francophone n'a peur de se séparer de Bart De Wever, Kris Peeters, Yves Leterme, Geert Bourgeois, Jan Jambon, Servais Verherstraeten, Marino Keulen, Filip Dewinter et j'en passe ! Ça sonnerait plutôt comme une libération, un nouveau souffle, une possibilité de repartir d'un pied plus léger, enfin débarrassé de cent ans d'un mouvement nationaliste profondément francophobe. Autrement dit : tout compromis avec la N-VA sera un manque à gagner démocratique sinon financier. Il n'y aura donc pas de large avancée dans la réforme de l'État parce qu'on achoppera toujours sur le même écueil : sous les conditions énoncées par la Flandre, la fin de la Belgique est plus avantageuse que sa continuation.

No country for all men.

Mais changeons de point de vue : quel sera le prix à payer en interne par Bart De Wever pour les concessions énormes qu'il devra forcément faire aux Francophones ? Face au quai Thalys toujours vide, Luc Van Der Kelen tentait de me rassurer en relevant que, selon une étude, 94 % des électeurs

de la N-VA auraient voté pour ce parti en vertu de la présence en son sein de Bart De Wever. Celui-ci disposerait donc d'un pouvoir énorme dans cet appareil extrémiste, en mesure même de museler son arrière-ban national-flamingant. Mais je ne crois pas à cette analyse. D'abord, parce que cela impliquerait que Bart revienne sur tout ce qu'il a dit et fait depuis trois ans et qui l'a amené là où il est. Comme Yves Leterme, il a construit sa victoire sur des promesses intenable. Et comme Yves Leterme, De Wever n'a pas la moindre chance de ramener les trophées promis à la maison. Ni la scission de la sécu, ni celle des pensions, ni l'abolition de la région bruxelloise, ni la scission unilatérale de BHV, et je ne parle même pas de la flamandisation des fonctionnaires de la Capitale qui mettrait les corps de secours en péril d'implosion ! Quant à ses projets sociétaux, comme le rattachement immédiat de tout demandeur d'asile refusé, avec sa famille, sans distinction d'âge, ou encore la fin de tout regroupement familial et de toute immigration autre que choisie et temporaire (1 an reconductible 4 fois maximum), j'aurais déjà fait une croix dessus, à sa place, rien qu'en entrant dans le bureau de Di Rupo.

When I'm sixty-two

C'est vrai que 94 %, c'est impressionnant. Mais moi, je n'ai pas confiance dans les statistiques. Je préfère étudier le résultat électoral. Et j'y lis que 62 % des 1.268.780 électeurs nationalistes ont cliqué expressément sur «Bart De Wever». Joli score, en effet ! Mais comme il y avait possibilité de choix multiples, ces 715.347 voix de préférence pour Bartje sont à relativiser. Et fortement ! Car si l'on additionne toutes les voix de préférence de tous les candidats N-VA, on arrive à 1,8 million de voix de préférence pour l'ensemble des 600.000 électeurs qui ont coché un ou plusieurs noms ! Le vrai poids électoral de Bart De Wever sur sa propre liste est donc d'environ 40 %, de nombreux «fans» ayant pris soin de voter aussi, par exemple, pour Muyters et son programme de suppression totale du droit au chômage pour les jeunes qui n'ont jamais eu d'emploi (de quoi mettre certains quartiers défavorisés de Bruxelles ou d'Anvers à feu et à sang). Soyons clairs : le mandat de Bart De Wever est conditionnel, quand les votes allant à d'autres candidats de la N-VA sont confessionnels : ce sont des suffrages flamingants purs et durs qui n'iraient pas ailleurs que dans l'un des trois partis indépendantistes !

Bien sûr, je ne doute pas que si Bart De Wever devait quitter la N-VA, le parti perdrait plus de la moitié de ses électeurs. Mais la question ne se pose pas en ces termes, finalement : les Flamands qui l'ont élu l'ont fait pour qu'il «mate» enfin les Francophones, les Bruxellois, les Wallons. S'il échoue, il disparaîtra comme a disparu Leterme.

Mais le sort des autres membres du parti dépendra alors de leur attitude au cours des négociations qui auront eu lieu entre-temps. S'ils auront molli, ils perdront leurs sièges au profit du Vlaams Belang ou d'un autre parti extrémiste. Les Bourgeois, Jambon, Muylers et autres radicaux qui sont à la base du parti ont donc intérêt à soutenir Bart le mieux possible, sans jamais (trop) assouplir leur position. La N-VA doit son succès, ne l'oublions pas, à sa rigidité absolue au cours des trois ans passés. De Wever représente une petite ou une bonne moitié du vote N-VA, mais sans la N-VA, il ne représente plus rien du tout ! Il devra donc avoir réussi «quelque chose d'acceptable pour les flamingants» (scission quasi inconditionnelle de BHV, quasi-suppression des facilités, quasi-confédéralisme, larges compétences sociales et fiscales aux régions, etc.) faute de quoi, l'arrière-ban se rappellera à son bon souvenir dès les élections communales et provinciales d'octobre 2012 (oui, c'est demain...), ou régionales de juin 2013 (après-demain). Quant à espérer qu'on discute institutionnel d'ici janvier 2011, ne rêvez pas : on ne va quand même pas risquer une implosion du pays en pleine présidence européenne ? Quoique : l'Open VLD, parti autoproclamé très responsable, a bien provoqué des élections à deux semaines de la présidence belge !

Down, down, deeper and down

Pour compliquer encore la situation, il y a le besoin de revanche des autres partis qui attendent Bart au tournant. Le CD&V, par exemple, où les tensions sont vives suite à la démission de Marianne Thyssen. Sera-t-il repris en main par un «copernicien» (autant dire un indépendantiste) ou par un «syndicaliste» proche du mouvement ouvrier chrétien flamand ? Dans les deux cas, il faut bien avoir à l'esprit que l'analyse faite aujourd'hui par les médias et les politiciens du Nord, est que la chute vertigineuse du CD&V est le résultat de sa «trop grande» souplesse vis-à-vis des Francophones ! Il faut presque reprendre son souffle pour se l'avouer : le parti de Leterme fait 10,85 % des voix dans le Royaume. À titre de comparaison, en 2007, le Vlaams Belang faisait 11,99 %. De premier parti de la Nation — avec les 800.000 voix d'un Leterme triomphant — les chrétiens démocrates flamands sont passés quatrième, avec un résultat de petite formation, à la merci de la N-VA qui n'était encore, il y a trois ans, qu'un faire-valoir communautaire pour Leterme ! Ce n'est pas un «simple» tsunami électoral que nous venons de vivre, c'est l'extinction des dinosaures du CVP ! Autant le national-flamingantisme triomphe, autant le flamingantisme traditionnel périlite : de 1978 à 2010, [le CD&V est tombé de près d'un tiers de l'électorat belge à un bon dixième](#). On se réjouit à juste titre de la chute du Vlaams Belang, mais c'est oublier que ses

thèses sont largement reprises par LDD et la N-VA et qu'en cas d'échec de cette dernière, le Vlaams Belang verrait revenir une masse d'électeurs déçus par Bart. D'autre part, le parti raciste baisse bien moins que le CD&V : si le Belang est revenu à son score de 1995, le parti de Marianne Thyssen n'a pas connu pareil échec depuis sa fondation, au XIXe siècle ! Plus grave : si l'on prend 2003 pour référence, ce sont les trois partis traditionnels flamands qui se prennent la gifle, bien plus que le Belang ! Aujourd'hui, au plan national, seul le CD&V a plus de 10 % des électeurs, et encore : de justesse ! Les libéraux et socialistes sont au fond du trou.

Ce que cela signifie ? C'est simple : dans les couloirs, les libéraux comme les chrétiens-démocrates flamands imputent aujourd'hui déjà leur échec à leur prétendue «souplesse» dans le dossier BHV. Il aurait donc fallu, à en croire certains Open VLD, imposer la scission aux Francophones. Mais comment les partis flamands auraient-ils pu faire ça sans violer au moins un des grands principes belges ? Le seul moyen eût été de mettre le vote de la Loi BHV à l'agenda le jour de la chute du gouvernement pour passer en force en ignorant la sonnette d'alarme francophone, et de voter majorité flamande contre minorité française pour ensuite faire signer la Loi par le roi avec un contreseing uniquement flamand, donc invalide. Autrement dit, de violer l'État de droit, la Constitution, et la Loi silencieuse du Compromis qui fonde la Belgique. Ce qui aurait amené, immanquablement, la crise de régime soit un «bye-bye Belgium» grandeur nature !

My name is Hal.

Si les CD&V et les libéraux font déjà une analyse aussi radicale aujourd'hui, qui pousse par exemple le CD&V à baser la négociation sur la note Octopus (abolition de la région bruxelloise, régionalisation des impôts, des allocations familiales, de la batellerie, des chemins de fer, du commerce extérieur, de la recherche, etc.) ils ne feront pas de cadeau à De Wever demain. Si l'Open VLD a pu faire chuter le gouvernement au moment le plus délicat, provoquant un raz-de-marée indépendantiste qui va de toute évidence à l'encontre de l'intérêt belge que les libéraux flamands prétendait défendre, ne doutez pas que le CD&V soit capable de mieux encore pour remonter la pente. Cela signifie qu'on va regarder Bart et Elio flirter assis sur un détonateur pendant quelques mois semaines, quelques mois ou quelques années. Dit autrement, soit les «Francophones» font mine qu'ils céderont un jour sur énormément de choses tout en jouant la montre, soit les partis susnommés feront péter le bazar. Ça peut arriver n'importe quand entre aujourd'hui et 2013 (régionales), mais

il se peut qu'on s'épargne ça pendant la chère présidence européenne.

Côté francophone, la situation n'est pas meilleure. Soit le PS continue à respecter les bases du «front francophone», — à savoir, au minimum, l'exigence légitime du respect du traité de Lisbonne (suppression des exigences linguistiques du Wooncode, de Wonen in eigen streek, de la circulaire Peeters, nomination des bourgmestres, bref, une panoplie de demandes légitimes voire indispensables pour respecter le traité de l'UE, mais totalement onbespreekbaar pour les partis néerlandophones), et dans ce cas, il n'y a pas de point de rencontre possible avec la N-VA, soit il cède aux sirènes du pouvoir. Éventuellement, Ecolo pourrait suivre les socialistes, en vertu d'une compréhension soi-disant mutuelle et transcommunautaire avec l'alter ego, qui vote pourtant flamingant (Groen!) au Parlement flamand. Avec les écolos, les socialistes n'ont toutefois pas une majorité des deux-tiers en Wallonie, encore moins à Bruxelles. Et ils ne doivent pas trop compter sur le CDH ou le MR pour faire l'appoint à n'importe quel prix, surtout dans la Capitale, parce que chez les centristes, les Milquet et Delpérée ne sont pas prêts à céder sur les principes fondamentaux (ce sont des démocrates convaincus, soutenus qui plus est par la législation européenne), pour le respect desquels ils ont été élus. Et au MR, on n'a sauvé les meubles dans BHV que grâce au FDF, qui se paie la part du lion en voix de préférences comme en sièges. Il s'est engagé à faire respecter les droits des «Francophones» et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'à Bruxelles, c'est clairement la mission qui lui a été donnée par l'électeur. À population égale, si De Wever fait 19,6 % des voix de préférence en Flandre, Maingain fait déjà 13 % chez les Francophones de BHV. Dans le canton de Hal, par exemple, les candidats FDF recueillent à eux seuls un tiers des voix francophones...

I want a röhm.

S'il n'y avait que le PS et la N-VA à la table des négociations, on pourrait donc imaginer qu'ils auraient, mettons, une chance sur deux ou trois de tomber d'accord sur un gouvernement de compromis qui tiendrait éventuellement deux ou trois ans. Mais à supposer que d'autres partis suivent, un tel gouvernement serait d'une faiblesse telle qu'il ne servirait qu'à garantir à ses composants un véritable massacre électoral aux élections provinciales d'octobre 2012, qui servirait d'exutoire aux frustrations des uns et des autres. Il faut un gouvernement fort, et rien ne permet de l'espérer. Quant à mettre 66 % des élus de la Chambre d'accord sur une «grande réforme de l'État» qui aura tout d'une usine à gaz où chaque parti aura voulu mettre un peu du sien pour sauver

la face, je ne vois pas trop comment on pourrait y arriver sans que l'un ou l'autre parti, suite par exemple à un camouflet aux suffrages de 2012 ou 2013, mette fin à la coalition au moment électoralement le plus opportun, et fasse périliciter le machin. Il ne s'agira pas forcément d'une faction «extrémiste». Quitter la table des négociations avant un quelconque résultat pour ne pas perdre des points aux élections suivantes, c'est même devenu une spécialité des partis traditionnels flamands.

En 2005, ce sont en effet les socialistes flamands qui rompaient les discussions sur BHV (en fait, c'était Spirit, en cartel avec le SP-a, mais celui-ci eût parfaitement pu rompre ce cartel). En 2007 et 2008, le CD&V a jeté l'éponge à plusieurs reprises, avant d'enfin abandonner le cartel avec la N-VA. Puis en 2010, c'est l'Open VLD qui est sorti le premier. À aucun moment, en trois ans de crise, toucher à l'institutionnel n'a signifié autre chose qu'une rupture quasi immédiate. Et si Alexander De Croo n'avait pas «tiré la prise» du gouvernement il y a deux mois, à supposer que les Francophones acceptassent les propositions flamandes, c'eût été le CD&V qui serait parti. En 2007 encore, le libéral Marino Keulen se faisait plus flamingant que le plus flamingant des flamingants en adoptant des positions dignes de la N-VA sur les dossiers des bourgmestres francophones et du Wooncode, sans compter ses accusations récurrentes envers les médias francophones qui soi-disant «salissaient» l'image de la Flandre. Le lobby médiatique francophone n'est pas né sous la plume des ultraflamingants, mais bien sous celle d'Eric Van Rompuy, de Marino Keulen, de Kris Peeters, tous membres de partis traditionnels. Joyeux !

How to treat the Treaty

Si déjà la Flandre pouvait se mettre d'accord entre elle à coup sûr, on aurait une éventualité de succès. Mais ça n'arrivera pas. D'abord parce qu'entre le programme confédéraliste mou à trois régions des libéraux et celui à deux États des CD&V et N-VA, il n'y a pas de ligne médiane possible : soit Bruxelles est une région, soit elle ne l'est pas. Et ça, c'est sans compter De Decker et le Vlaams Belang, un gros 15 % de l'électorat néerlandophone, qui veut une indépendance immédiate. Contrairement aux Francophones, la Flandre ne sait donc elle-même pas exactement ce qu'elle veut. Ensuite, les trois partis traditionnels laminés par le succès de la N-VA ne voient plus d'issue ailleurs que dans l'extrémisme flamingant, même si c'est à leur corps défendant (Open VLD) ou en vertu d'un néo-militantisme soi-disant gauchiste-libertaire-flamingant de Groen! Quant à la «Francophonie», soit le front implose sous le poids de concessions invendables à l'électeur CDH, MR, FDF et même socialiste bruxellois, et on

n'aura pas la majorité des deux tiers voulue, soit Bruxelles et la Wallonie se déchirent, soit on cède tous ensemble sur l'essence de la démocratie, acceptant les graves entorses au Traité de Lisbonne et dans ce cas, ce n'est plus la peine de maintenir une Belgique qui ne sert qu'à conforter la Flandre dans son droit de supériorité et son «profitariat» économique.

Sombre tableau, ciel couvert qui, paradoxalement, explique le calme plat sur la scène politique et médiatique belge. Tout d'abord, parce que tout le monde retient son souffle. Des rumeurs prêtent un «plan B» au PS : ils auraient compris que tout compromis est impossible et disposeraient d'une cellule chargée d'étudier la séparation. Personne ne sait aujourd'hui comment la population belge réagirait à une explosion du pays que la majorité ne souhaite (toujours) pas, au contraire. Personne ne sait ce que cette séparation causera au niveau européen. La Wallonie et Bruxelles ensemble pourront-elles se prévaloir d'être la Belgique résiduelle, et rester membre à part entière de l'UE ? Comment la Flandre pourra-t-elle revenir dans le giron européen si elle ne cède pas aux minorités ce qu'elle refuse de leur céder aujourd'hui, sans parler de ses prétentions sur Bruxelles qui révulsent les Eurocrates ? Toutes ces questions restent en suspens. Séparer un pays au sein de l'UE n'est pas simple. Détacher la Flandre de Bruxelles et inversement est carrément explosif. Bref, on a toutes les raisons de retenir son souffle. Mais cela n'empêchera rien.

Too quiet

Pour finir, on peut se demander pourquoi Bart De Wever et la totalité des flamingants sont si sages depuis les élections. Quel intérêt ont-ils que ça fonctionne ? Un bon accord scellant la fédération «confédérative» empêcherait l'indépendance de la Flandre, même à terme. Or, c'est leur raison d'être. Pas seulement leur programme, mais leur religion. Quel intérêt, dès lors, à jouer le jeu d'un informateur qui ne sera jamais premier ministre, venu d'un parti qui sera toujours en marge de tout ? Et qui, s'il réussissait à pacifier le pays, perdrait toute raison d'être ? Pour comprendre, il suffit de farfouiller dans les archives du Mouvement flamand, au rayon «stratégies» et de lire ce qui a été développé par l'arrière-ban de la N-VA, le VVB, Maddens, l'Ijzerwake. À en croire ces sources-là, Bart fait actuellement exactement tout ce qu'il faut... pour détruire la Nation. Il fait tout pour passer pour le bon élève, celui qui sait écouter, intelligent, ouvert, discipliné, taciturne comme un Van Rompuy, efficace comme un Dehaene, bref, le superflamand à qui dire «non» serait un crime. Et lorsque la négociation (si elle commence jamais) échouera, il pourra continuer à faire ce qui a constitué le *modus vivendi* et le *credo* de la N-VA :

prouver aux Flamands qu'ils n'ont pas le choix de l'indépendance, que ce sont bien les Francophones qui les y mènent tout droit, qu'il est totalement impossible de vivre avec «eux», qui ne respectent pas la Flandre, ne s'adaptent pas, et en plus, reçoivent d'elle 12 milliards d'euros imaginaires par an, sans même dire «merci» !

Peut-être que pour soigner son image de bon Européen (même Hugues Baudouin, de TF1, rappelle que De Wever avait un drapeau européen derrière lui au moment de son élection — ce à quoi je lui rétorquais qu'une des étoiles y était remplacée par le lion flamand ; j'aurais pu ajouter que le drapeau européen remplaçait tout drapeau belge...), et pour ne pas apparaître comme un tueur de pays, De Wever attendrait même patiemment jusqu'en janvier prochain, après la présidence, pour saborder le navire. Ne rien faire avant janvier, c'est éviter qu'un Francophone parvienne à la présidence tournante de l'UE. Pour De Wever, deux CD&V au pouvoir à l'Europe (Van Rompuy et Leterme), c'est mieux qu'un socialiste francophone. À noter que cette Europe sera, pendant six mois, dirigée par deux personnes qui n'ont aucune légitimité dans leur pays, leur parti y représentant moins de 12 % des électeurs, et le gouvernement étant en affaires courantes. Mais c'est juste une parenthèse !

A spooky scoop

Peut-être aussi que malgré le souffle retenu, et malgré l'importance de la présidence, les choses tourneront au vinaigre dès la rentrée. Au mieux l'on arrivera à former un gouvernement «par défaut» qui pourrait faire illusion d'octobre 2010 à quelque part en 2011. Mais l'inefficacité prévisible d'un tel fatras de dogmes opposés obligera la N-VA à quitter le navire très vite si elle y monte jamais. Il ne restera alors qu'une seule solution, un gouvernement de salut fédéral, avec les seuls partis démocrates francophones et flamands, une hexapartite ou une octopartite (si l'on veut obtenir une réforme de l'État) qui aura l'immense défaut d'envoyer à nouveau une bonne partie d'électeurs flamands supplémentaires dans des bras encore plus flamingants aux élections suivantes. Tout est bouché.

Tout ça, les politiciens du Nord comme du Sud, et la presse du Nord comme du Sud le savent, mais ne se l'avouent pas forcément. Quand j'ai commencé à développer les tout premiers arguments ci-avant auprès de Luc Van Der Kelen, il m'a donc parlé de «la question à un million de dollars». Il sait, je sais, vous savez à présent que cet accord entre démocrates et nationalistes est notre seule et dernière chance de préserver la Belgique, ou du moins, de ne pas retourner aux élections dès après la soi-disant présidence belge de l'Union. Et après ? Qu'est-ce qui nous dit qu'un accord quel

qu'il soit empêchera un quatrième tsunami flamingant (2007, 2009, 2010, 2012 ?) où, s'il a bien manœuvré, Bart De Wever obtiendra un score encore plus délirant, et où dans le cas contraire, je vous promets un beau retour du Vlaams Belang. À moins que les partis traditionnels ne se déchirent dans une course au plus flamingant des flamingants ?

The million dollar question

La question à un million de dollars, c'est une fin plus ou moins rapide de l'État. Luc Van Der Kelen pense que la perspective de l'éclatement du pays amènera les politiciens à la raison. Je prétends pour ma part qu'à supposer que certains politiciens recouvrent la raison, à supposer en sus que des extrémistes deviennent des agneaux, il est probablement trop tard : le 13 juin 2010, on a peut-être dépassé le stade où l'action de l'un ou l'autre acteur peut permettre un retour en arrière.

J'espère évidemment me tromper. Mais l'impression que j'ai, poignante, c'est que nous sommes sur le dernier plat avant le grand dénivelé, que nous regardons, avec un sourire un peu triste, niais, une petite boule de neige rouler au loin, doucement, sur le tapis blanc et grossir, une petite boule qu'on ne peut atteindre et qui, inexorablement, enclenchera l'avalanche dès qu'elle arrivera là où la pente est plus forte. Nous le savons, nous le sentons. Les journalistes belges francophones comme flamands n'osent pas le dire, n'osent pas se l'avouer, transis à l'idée qu'avertir le peuple en contrebas pourrait précipiter encore le moment de l'avalanche. N'est-ce pas irresponsable de ne prévenir personne ? Ou n'est-il pas normal de ne pas crier, alors que, peut-être, un bout de glace invisible pourrait arrêter la boule contre toute attente ? Sachant par ailleurs que crier accélérerait inexorablement la catastrophe ?

Dead, calm.

On se dit peut-être «autant profiter de la vue, de la jolie petite boule de neige, on verra bien ce qui se passera après, croisons les doigts... » Et voilà pourquoi, après le pire séisme nationaliste qui ait jamais frappé un État d'Europe occidentale depuis la Seconde Guerre mondiale, l'électroencéphalogramme de la Belgique médiatique et politique est plat de chez plat. Les marins anglais disent qu'il fait «dead calm». Un calme de mort. Nous dirions «le calme avant la tempête». Et en fait de tempête, je crois qu'on ne va pas être déçus.

(1) cette expression étant utilisée des deux côtés de la frontière, elle signifie «en France» pour les Belges et «en Belgique» pour les Français.